



PREFETE DE L'EURE

**ARRÊTÉ N° D1/B1/11/318 PROROGANT LA DURÉE DE VALIDITÉ DE L'ARRÊTÉ
PRÉFECTORAL DU 28 JUIN 2004 AUTORISANT LA SOCIÉTÉ LAFARGE
GRANULATS SEINE NORD À EXPLOITER UNE CARRIÈRE SUR LES COMMUNES DE
TOURNEDOS SUR SEINE ET VAL DE REUIL.**

LA PRÉFÈTE DE L'EURE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU

le Code de l'environnement et notamment son titre 1^{er} du livre V,
la nomenclature des installations classées,
l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et aux installations de
premier traitement de matériaux de carrières,
le schéma départemental des carrières approuvé le 12 mars 1997,
l'arrêté préfectoral du 28 juin 2004 autorisant l'exploitation d'une carrière sur la commune de Tournedos
sur Seine par la Compagnie des Sablières de la Seine,
le récépissé de déclaration de changement de dénomination sociale de la Compagnie des Sablières de
la Seine en LAFARGE GRANULATS SEINE NORD du 11 février 2008,
l'arrêté préfectoral du 24 juillet 2009 transférant partiellement l'autorisation d'exploiter à la société
CEMEX,
les constats réalisés par l'inspection des installations classées lors de sa visite du 2 mai 2011,
le rapport de l'inspecteur des installations classées du 4 mai 2011,
l'avis de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites en date du 9 juin 2011,
le projet d'arrêté porté le 9 juin 2011 à la connaissance du demandeur et sa réponse par courriel en
date du 10 juin 2011,

CONSIDERANT

qu'aux termes de l'autorisation délivrée par arrêté préfectoral du 28 juin 2004, la remise en état du site
ne sera pas terminée,
que le délai nécessaire à la finalisation de la remise en état n'est pas compatible avec l'échéance de
l'arrêté préfectoral du 28 juin 2004 à savoir le 21 juin 2011 notamment mise en place d'un boisement
compensatoire de 6.4 ha avec un taux de reprise suffisant, restitution de la RD 147 avec suppression
du pont et mise en place de la chaussée conformément aux préconisations du conseil général de
l'Eure, finalisation de la remise en état des berges avec ensemencement...,
que la validité de l'arrêté préfectoral doit être prorogée,
que des garanties financières doivent être maintenues,
que l'extraction est terminée,
que les conditions de remise en état ne sont pas modifiées,
qu'il y a lieu de faire application des articles L512-3 et R 512-31 du code de l'environnement,

SUR proposition du secrétaire générale de la préfecture

ARRETE

Article 1^{er} :

La société LAFARGE GRANULATS SEINE NORD, dont le siège social est situé 2 quai Henri IV 75 004 Paris, est tenue de respecter, pour la carrière située sur les communes de Tournedos sur Seine et de Val de Reuil, les modalités du présent arrêté préfectoral.

Les prescriptions des actes administratifs antérieurs en date du 28 juin 2004 sont complétées par celles du présent arrêté.

Article 2 : durée

La durée de l'autorisation est prolongée d'une durée de 12 mois à compter de la date de notification du présent arrêté pour finaliser la remise en état de la carrière conformément à l'arrêté préfectoral du 28 juin 2004 et au dossier de demande d'autorisation initiale.

L'extraction de matériaux est interdite.

Article 3 : Garanties financières

Des garanties financières sont constituées pour une période de 12 mois.
Le montant des garanties financières est porté à 390 766 EUROS TTC.

Article 4 :

L'exploitant déposera, avant le 1^{er} août 2011, un dossier de renonciation partielle relatif au bassin d'aviron.

Article 5 :

L'article 6 de l'arrêté préfectoral du 28 juin 2004 est complété par les dispositions suivantes :

Sur les 6ha 40a de boisements compensatoires implantés sur la parcelle ZA 93 :

-5 ha 40a de boisement seront regarnis à l'hiver afin d'assurer une densité moyenne de boisement de 1600 à 2200 plants par hectare.

-1 ha de boisement sera planté sur une nouvelle implantation qui sera validée avec la DDTM, le service ressources de la DREAL, la mairie, les membres de la CLCS et les propriétaires des terrains.

Article 6 :

Le présent arrêté sera notifié à l'exploitant par voie administrative.

Un extrait dudit arrêté, énumérant les prescriptions et faisant connaître que copie dudit arrêté est déposée en mairie et peut y être consulté par tout intéressé, sera affiché à la mairie pendant une durée minimum d'un mois.

Procès verbal de ces formalités sera adressé à la préfecture.

Un extrait sera affiché en permanence de façon lisible dans l'installation par les soins de l'exploitant.

Un avis sera inséré aux frais de l'exploitant dans deux journaux locaux diffusés dans le département.

Un avis sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Eure.

Article 7 :

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré à la juridiction administrative :

1° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où l'arrêté leur a été notifié ;

2° Par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de l'arrêté. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage de l'arrêté, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

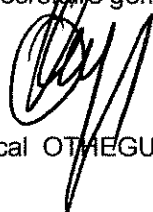
Article 8 :

Le secrétaire général de la préfecture, le directeur régional de l'environnement de l'aménagement et du logement, la sous-préfète des Andelys et les maires de Tournedos sur Seine et de Val de Reuil sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Copie dudit arrêté sera également adressée à l'inspecteur des installations classées (DREAL UTE).

Evreux, le 14 juin 2011

La Préfète
Pour la préfète et par délégation,
Le secrétaire général



Pascal OTHIEGUY